

Patricia Lorcin (ed.), *Algeria & France, 1800-2000. Identity, Memory, Nostalgia*, Syracuse, New-York, Syracuse University Press, 2006, 335 p.

“Algérie&France”. L’esperluette annonce le projet mené par Patricia Lorcin : parler d’un lien, pris dans deux siècles d’histoire. Si la conquête de l’Algérie par la France fixe pour longtemps un cadre profondément inégal à cette relation, des scissions sont repérables dans le livre : temps des contours de la colonisation (Thompson sur les voyageurs français) ; temps de la IIIe République avec le moment de l’entre-deux-guerres, où de nombreuses signes d’achèvement d’une certaine idée de l’Algérie française (Seth Graebner sur les livres français parlant de l’Algérie, Philip Dine sur le sport en Algérie) voisinent avec l’émergence d’une altérité algérienne collective ; guerre d’indépendance, entre bipolarisation nationale et déchirures multiples ; décennies d’intenses mouvements migratoires, enfin, et émergence d’une génération revendiquant une double appartenance.

Pourtant ce n’est pas autour d’une réflexion chronologique que s’ordonne l’ouvrage. Si ce fil existe bien, le temps y est surtout présent comme la matière même sur quoi porte une grande partie des interrogations, avec l’ambition d’éclairer les fonctionnements des identités. On aurait beau jeu de regretter certaines absences (les deux guerres mondiales, le nationalisme algérien) ou de noter une concentration légèrement déséquilibrée sur les années 1980-2000 jusqu’au dernier texte de David Prochaska. Voyons plutôt ce que ce volume offre aux lecteurs.

Si seuls deux textes s’attardent sur l’Algérie comme lieu d’élaboration spécifique des identités collectives chez les indigènes, devenus ensuite les Algériens, les perspectives proposées sont parmi les plus stimulantes. La ligne de fracture Européens/indigènes est scrutée à travers l’étude du moment où une minorité francophone indigène prend la parole et retravaille une identité collective indigène (Dunwoodie). La question du positionnement de cette élite que les Français disaient « évoluée », censée représenter la réussite de la mission civilisatrice française, permet d’interroger les frontières entre les groupes. L’usage de la langue française apparaît bien telle une marche, mouvante, entre colonisateurs et colonisés. C’est dans la langue française et par elle que se fait un travail collectif et individuel sur l’identité. C’est aussi elle qui, plus tard, focalisera certains des enjeux principaux de l’Algérie indépendante. Cette tension entre français et arabe peut être recherchée dans la période coloniale où, privés d’école en arabe, rejetés du côté du primitivisme, les indigènes d’Algérie voient leur diglossie fondamentale virer au divorce, entre un arabe classique aliéné, identifié à d’autres territoires et d’autres cultures, et un arabe dialectal appauvri et méprisé. De cet écartement forcé est né un rapport complexé des Algériens à l’arabe, toujours actif aujourd’hui (Deming).

La langue est bien un lieu essentiel pour approcher les questions de construction identitaire et de mémoire. Le cas de la relation de Jacques Derrida à son passé algérien (Huffer) vient aussi le rappeler : la langue est le lieu de la confrontation autant que l’occasion de la mise à l’épreuve de l’altérité. Enfant juif confronté aux lois antisémites de Vichy en Algérie, son histoire est aussi celle d’un traumatisme, fil régulièrement tressé dans le livre. Et l’étude des Juifs d’Algérie s’avère bien un point d’entrée particulièrement subtil dans

la réalité coloniale française. Ainsi, avant le décret Crémieux et le basculement de la quasi-totalité des Juifs d'Algérie dans la citoyenneté française, l'installation du système consistorial, à partir de 1845, provoqua la résistance des Juifs d'Algérie à cette forme d'acculturation spécifique qui visait à prouver que les Juifs, contrairement aux autres indigènes, étaient assimilables (Schreier). Le jeu sur les perceptions collectives est ici porté très loin : entre regards des Juifs de France sur les Juifs algériens et les autres indigènes, regards des Juifs d'Algérie sur les Français mais aussi sur les Musulmans d'Algérie, et enfin concurrence dans les manières de construire une identité religieuse collective (le consistoire étant rejeté comme anti-démocratique).

Si l'acculturation religieuse ne fonctionne pas, l'assimilation des Juifs d'Algérie aux citoyens français va, elle, s'imposer. Le poids du cadre juridique est ici extrême. Travaillant sur les migrants algériens ou européens en Tunisie, Julia Clancy-Smith pointe la nécessité de prendre le droit au sérieux et de lire dans les statuts juridiques une autre manière de constituer des frontières. Ici le Maghreb est l'entité pertinente d'étude : c'est en effet aussi par le jeu des différences que l'Algérie française s'est affirmée au cours du long siècle colonial qui a vu la réduction de la relation transméditerranéenne à des relations bipolaires, et la construction de l'Algérie comme l'anti-modèle ou, au contraire, l'exemple à suivre.

Si le livre s'émancipe ensuite largement de cette invitation liminaire à considérer l'espace maghrébin dans sa globalité, c'est aussi que la construction des identités nationales a été très différenciée dans cette région. Pourtant si les cadres de vie se sont rigidifiés et bipolarisés, la recomposition des espaces de souveraineté au cours des 19e et 20e siècles ont toujours combiné des éléments nationaux avec des éléments transnationaux.

Le poids des migrations est ici essentiel : elles accompagnent des mutations identitaires essentielles pour la France comme pour l'Algérie. Les migrants algériens en France sont largement étudiés : ceux qui passent de migrants au sein de départements français à immigrés en terre étrangère le sont toutefois moins que la génération de leurs enfants sur laquelle plusieurs textes s'attardent pour cerner son évolution de la honte des parents à un désir de mieux les comprendre voire à une revendication de leur rôle dans l'histoire (Hargreaves). Les situations sont bien sûr différentes : entre les enfants des manifestants du 17 octobre 1961 (Cole, Rosello) et des enfants de harkis (Cohen), mais la question de la transmission est commune (Derderian, McCormack). L'élaboration d'une mémoire collective de l'immigration, par ses acteurs eux-mêmes ou leurs enfants, pose la question du poids des familles et de cette cellule spécifique dans l'élaboration et la perpétuation des récits identitaires.

C'est justement ce thème de la famille qui est à l'œuvre dans les discours accompagnant l'arrivée des Français d'Algérie en métropole (Shepard). Alors que les jeunes hommes, célibataires pouvaient être redoutés comme partisans de l'OAS, l'image de la famille déracinée va s'imposer comme contre-feu rassurant. Cela permet, plus largement, de promouvoir une solidarité nationale, s'appuyant sur une valorisation des apports que les métropolitains peuvent attendre des pieds-noirs, et notamment un apport démographique de « Français ». Le nationalisme prend ici un visage patriotique : c'est de la grande famille française qu'il est question à l'heure où la France se resserre sur son hexagone.

Attentives aux lieux, aux codes, aux regards- croisés ou non-, les contributions réunies ici proposent au lecteur un panorama de la recherche, essentiellement nord-américaine, sur l'élaboration et les mutations des identités en situation coloniale et post-coloniale. Par ces pleins comme par ces creux, ce livre (à l'index très précis) est une invitation à approfondir le questionnement sur la situation coloniale et son poids sur les imaginaires sociaux, de part et d'autre de la Méditerranée.

Raphaëlle Branche